

Chronologie

April–Juni / avril–juin 2012

April/avril

04.04. Bei Razzien in mehreren französischen Städten werden zehn mutmaßliche radikale Islamisten wegen des Verdachts, in Kontakt zu Terror-

Gruppen in Pakistan und Afghanistan zu stehen, festgenommen. Ende März waren bereits 20 andere Islamisten festgenommen worden. Gegen 13 von ihnen wird ein Verfahren eingeleitet. Am 2. April hatte Innenminister Guéant die Ausweisung

Calendrier présidentiel

Elu le 18 mars à une forte majorité président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck, qui a commencé son mandat le 23 mars, fait ses premiers pas de chef d'Etat. Le 17 avril, il rend visite à la Commission européenne de Bruxelles et prononce un discours en faveur de l'Europe, demandant à ses concitoyens après un entretien avec le président de la Commission, José Manuel Barroso, de ne pas se laisser guider par la peur malgré la crise de la dette. Pour lui, la crise économique et financière est avant tout une crise de confiance. Le 26 avril, le président annonce qu'il ne participera pas à la rencontre de chefs d'Etat d'Europe centrale, prévue pour la mi-mai à Yalta, pour protester contre le traitement imposé à l'ancienne premier ministre d'Ukraine, Ioulia Tymochenko, par les autorités de Kiev.

Le même jour, dénonçant les contre-cultures des sociétés parallèles nationalistes ou fondamentalistes en Allemagne, Joachim Gauck, ancien pasteur et défenseur des droits civiques en RDA, lance un message aux jeunes de l'immigration pour qu'ils se mobilisent en faveur de la démocratie et de la liberté.

Le 4 mai, il effectue une visite officielle en Suède pour rendre hommage aux relations bilatérales à l'occasion du 400^e anniversaire de la fondation de l'Ecole allemande de Stockholm,

avant de se rendre aux Pays-Bas. C'est la première fois qu'un président étranger prononce un discours à l'occasion de la Journée de la liberté dans ce pays, commémorant la libération du joug allemand en 1945. Plus de 100 000 juifs néerlandais ont été exterminés par les nazis sous le Troisième Reich et de nombreux citoyens ont été déportés en Allemagne à cette époque.

Le 27 mai à Ratzeburg, il assiste à la fondation de l'Eglise évangélique luthérienne d'Allemagne du Nord, fusion de trois églises protestantes de la région qui couvrent les territoires de Hambourg, de Mecklembourg-Poméranie occidentale et du Schleswig-Holstein.

Le lendemain, il se rend en Israël pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il rencontre notamment des survivants de l'attentat des jeux Olympiques de Munich en 1972, avant de gagner les territoires palestiniens. Joachim Gauck rappelle l'inquiétude que suscite le programme nucléaire iranien et parle de « *danger concret* » pour l'Etat hébreu, mais met en garde contre la tentation d'une frappe préventive contre Téhéran. Il invite par ailleurs ses interlocuteurs israéliens à infléchir la politique de colonisation et plaide pour une solution à deux Etats, tout en assurant à Ramallah le président de l'autorité palestinienne, Mahmud Abbas, de la solidarité de l'Allemagne sur la question d'un Etat palestinien indépendant.

Zusammengestellt von Simona Gnade, Programmassistentin im Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V. (DGAP), und François Talcy, Journalist. Etablie par Simona Gnade, assistante du programme France / relations franco-allemandes de la Société de politique étrangère allemande (DGAP), et François Talcy, journaliste.

Diplomatie

République tchèque : Angela Merkel se rend à Prague le 3 avril 2012 pour des entretiens politiques avec son homologue tchèque Petr Necas. La question du pacte fiscal est à l'ordre du jour, la République tchèque faisant partie avec la Grande-Bretagne des deux pays de l'Union européenne qui ont refusé d'adopter ce pacte. Le président Vaclav Klaus annonce qu'il refusera de signer une loi qui exigerait l'adoption du pacte par son pays.

Asie : Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, entame le 26 avril une tournée de cinq jours en Asie. Il participe d'abord à la rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dans le sultanat de Brunei. Après une escale en Thaïlande, où sont célébrés les 150 ans des relations diplomatiques avec l'Allemagne, il rencontre le 29 avril à Rangoon le leader de l'opposition du Myanmar (anciennement Birmanie), Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix 1991, assignée à résidence pendant de longues années. Guido Westerwelle rencontre également des représentants de l'opposition et de la société civile, avant de s'entretenir avec le président Thein Sein.

Turquie : Guido Westerwelle s'entretient le 14 mai à Ankara avec son homologue turc Ahmet Davutoglu, avant de participer à Istanbul aux discussions de Kronberg sur la situation dans le monde arabe, essentiellement en Syrie et en Iran. Les deux pays se disent convaincus de la nécessité de donner une chance réelle au plan de Kofi Annan pour une solution politique en Syrie. Pour ce qui est des relations bilatérales de la Turquie avec l'Union européenne et l'Allemagne, thème central de l'intervention du ministre allemand à Istanbul le 15 mai, Berlin soutient tous les efforts menés pour un nouveau départ.

Russie : La chancelière reçoit le 1^{er} juin à Berlin le président russe Vladimir Poutine pour sa pre-

mière visite en Allemagne depuis son élection du 4 mars 2012 pour un troisième mandat. Outre les relations bilatérales, l'entretien porte sur l'économie et l'énergie, mais aussi sur la situation en Syrie. La Russie, traditionnelle alliée de la Syrie, bloque tous les efforts du Conseil de sécurité des Nations-Unies en faveur d'une initiative contre le régime de Bachar el-Assad. Berlin souhaite voir Moscou s'associer à ces initiatives. Guido Westerwelle précise dans un entretien avec le quotidien *Die Welt*, que l'Allemagne « *n'agit pas contre les intérêts stratégiques de la Russie, lorsqu'elle souhaite mettre fin à la violence en Syrie* ».

Proche-Orient : Le chef de la diplomatie allemande est reçu par l'émir du Qatar, Hamad bin Chalifa al Thani, le 5 juin à Doha, première étape d'un périple de cinq jours dans la région du Golfe. Il réitère la position de l'Allemagne sur la question syrienne, alors que le Qatar, contrairement au gouvernement allemand, fait partie des pays favorables à une intervention militaire. A Abu Dhabi et dans les Emirats arabes unis, il insiste sur la nécessité de faire pression sur le président syrien. Après un nouveau déplacement en Turquie, il affirme lors de son escale au Liban le 7 juin, dans une entrevue avec le président Michel Sleima et plusieurs personnalités du gouvernement et du parlement, la volonté de l'Allemagne d'assurer la stabilité du pays, qui craint que la situation dramatique de la Syrie puisse avoir des répercussions négatives sur le Liban. Faisant allusion à l'aide humanitaire allemande et à la participation de l'Allemagne à la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL) depuis 2006, Guido Westerwelle promet d'apporter sa contribution « *pour que la violence ne s'exporte pas* ». La veille, Berlin avait décidé de prolonger d'un an le déploiement des quelque 230 soldats de la *Bundeswehr* et de trois navires dans le cadre de cette Force intérimaire, décision confirmée le 28 juin par une forte majorité de députés du *Bundestag*.

von fünf Islamisten angeordnet. In einem Brief an die Union der islamischen Organisationen Frankreichs (UOIF) hatte Präsident Sarkozy unmissverständlich klargestellt, dass er keine „*Botschaften der Gewalt, des Hasses und des Antisemitismus*“ dulden werde.

05.04. Staatspräsident Nicolas Sarkozy stellt sein Wahlprogramm vor. Zentrale Punkte der 32 Vorschläge sind: Wirtschaftswachstum und die Sanierung der Staatsfinanzen, die Halbierung der Einwanderungszahlen, strengere Bedingungen für den Sozialhilfebezug und eine Reform des Schengen-Abkommens. In einem offenen Brief an die französische Bevölkerung kämpft er darüber hinaus gegen sein Image als Präsident der Reichen. Er bezeichnet das Wahlprogramm seines sozialistischen Herausforderers François Hollande als „*Feuerwerk neuer Ausgaben*“.

06.04. Ein Konsortium der französischen Energiekonzerne EDF und *Alstom* gewinnt den Zuschlag für drei von fünf ausgeschriebenen Anlagen des ersten französischen Meeres-Windparks an den Küsten der Normandie und der Bretagne. Die drei Anlagen haben ein Investitionsvolumen von rund sieben Milliarden Euro; insgesamt sollen 10 000 neue Arbeitsplätze entstehen. Eine weitere Anlage ging an den spanischen Konzern *Iberdrola* und den französischen *Areva*-Konzern; der fünfte Standort wurde vorerst nicht vergeben. Alle fünf Windparks zusammen sollen bis 2015 insgesamt drei Gigawatt Strom produzieren – etwa so viel wie drei Atomkraftwerke.

09.04. Offizieller Wahlkampfauftakt in Frankreich: Alle Kandidaten des Präsidentschaftswahlkampfes verfügen nun über die gleiche Redezeit in der Öffentlichkeit und können über Fernsehen, Hörfunk und per Post für sich werben. Laut Umfragen des Meinungsforschungsinstituts IPSOS kämpfen Amtsinhaber Sarkozy und sein sozialistischer Herausforderer Hollande weiter um den ersten Platz, der linksextreme Kandidat Mélenchon und die rechtsextreme Kandidatin Le Pen um den dritten Platz. Zentrums-Kandidat Bayrou erreicht erstmals seit Dezember 2011 lediglich unter 10 %. Die Kandidatin der rechtsextremen Partei

Engagement au Kosovo

Les ministres de la coalition de Berlin décident le 2 mai de prolonger d'un an le mandat de la *Bundeswehr* au Kosovo, dans le cadre des forces de l'OTAN. Sur les quelque 6 200 soldats de 29 pays stationnés dans l'ancienne province serbe depuis 1999, 900 sont envoyés par l'Allemagne qui a fixé l'envoi à 1 850 hommes maximum. Les soldats sont essentiellement chargés de l'aide humanitaire, de l'organisation du retour des réfugiés et de la coordination du travail des organisations d'aide internationales. Ils supervisent aussi la mise en place de structures démocratiques et multiethniques.

Une large majorité de députés du *Bundestag* confirme le 25 mai la décision du gouvernement : 486 se disent favorables à la prolongation du mandat, 70 y sont opposés, huit s'abstiennent lors du vote parlementaire.

Le 4 juin, le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, en visite à Pristina après une intervention contre un barrage serbe au cours de laquelle deux soldats de la *Bundeswehr* ont été blessés, réaffirme la volonté de Berlin de trouver une solution du conflit avec la Serbie. Il incite les deux parties à plus de compromis de part et d'autre de cette frontière, qui oppose régulièrement des Albanais du Kosovo et des membres de la minorité serbe.

Front National, Marine Le Pen, erhält laut einer Umfrage des Meinungsforschungsinstituts CSA insbesondere Zuspruch von jungen Wählern. Bei den Franzosen zwischen 18 und 24 Jahren liegt die Kandidatin mit 26 % an erster Stelle. Damit erreicht ihre Partei bei jungen Wählern im Vergleich zum Vorjahr 13 Prozentpunkte mehr.

14.04. Mitten im Präsidentschaftswahlkampf erkennt Staatspräsident Nicolas Sarkozy in Bezug auf den blutigen Kolonialkrieg in Algerien bei einer Rede in Perpignan eine historische Verantwortung Frankreichs an. Frankreich habe die rund 50 000 in französischen Diensten stehenden algerischen Hilfstruppen (*Harkis*) nach dem Ende des

Krieges 1962 schutzlos ihrem Schicksal überlassen. Der Befreiungskampf der Algerier und die brutale Unterdrückung des 1954 begonnenen Aufstands sind noch immer ein Trauma, das eine Aussöhnung zwischen Algerien und Frankreich erschwert.

15.04. Eine Woche vor der ersten Runde der Präsidentschaftswahl liefern sich die Favoriten François Hollande und Nicolas Sarkozy ein Fernduell auf zwei Massenveranstaltungen in Paris, an denen jeweils über 100 000 Anhänger teilnehmen. Während Hollande seine Anhänger am Schloss von Vincennes vor einer „betäubenden Euphorie“ warnt, präsentiert sich Sarkozy auf der *Place de la Concorde* als Vertreter der „schweigenden Mehrheit“.

Coopération germano-afghane

Lors de sa visite à Berlin le 16 mai 2012, le président afghan, Hamid Karzaï, signe un accord avec la chancelière Angela Merkel pour définir la contribution de l'Allemagne à long terme après le départ des soldats de la *Bundeswehr* fin 2014. Cet accord n'est pas limité à la politique de sécurité, il couvre aussi la coopération au développement, l'économie et la culture ainsi que la reconstruction civile. L'Afghanistan pour sa part s'engage à respecter les droits de l'homme. Une commission bilatérale sera mise en place sous l'égide des deux ministères des Affaires étrangères pour la concrétisation de l'accord. Berlin dépensera quelque 150 millions d'euros par an pour financer les forces de sécurité afghanes après 2014.

Le 14 juin, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, effectue une brève visite à Kaboul, où se tient une conférence régionale, baptisée *Heart of Asia* (Cœur de l'Asie). Il s'agit de la seconde du genre depuis 2011 (la première avait eu lieu à Istanbul), destinée à rétablir la confiance dans la région. Insistant sur la nécessité de garantir la stabilité de l'Afghanistan, le ministre rappelle les efforts que Berlin entend mener en ce sens. Il s'entretient, en marge de la conférence, avec ses homologues du Pakistan et d'Iran.

18.04. Der *Parc National des Calanques* wird offiziell zum zehnten Nationalpark Frankreichs. Er erstreckt sich über sieben Gemeinden, darunter Marseille, Cassis und La Ciotat und umfasst 8 500 Hektar Land und 43 500 Hektar Meeresfläche, die gemeinsam über 45 besondere Ökosysteme verfügen. Zudem ist er der einzige europäische Nationalpark, der gleichzeitig kontinental, stadt- und meeresnah ist. Die neue Einstufung soll sowohl dazu dienen, den natürlichen Lebensraum zu schützen, als auch Natur und Tourismus in Einklang zu bringen. Jedes Jahr besuchen 1,5 bis 2 Millionen Touristen die Felsbuchten.

20.04. Frankreich und Deutschland fordern strengere Grenzkontrollen im Schengen-Raum, sollten die europäischen Außengrenzen im Süden und Osten der Europäischen Gemeinschaft nicht ausreichend gesichert werden. In einem gemeinsamen Brief an die dänische EU-Ratspräsidentschaft sprechen sich der deutsche Innenminister Hans-Peter Friedrich und sein französischer Kollege Claude Guéant dafür aus, dass nationale Regierungen die Möglichkeit einer auf 30 Tage befristeten Wiedereinführung der Binnen-Grenzkontrollen haben sollten.

22.04. Beim ersten Wahlgang der französischen Präsidentschaftswahl qualifizieren sich der Sozialist François Hollande mit 28,6 % der Stimmen und Amtsinhaber Nicolas Sarkozy mit 27,2 % für die entscheidende zweite Runde am 6. Mai. Die rechtsextreme Kandidatin Marine Le Pen erhält überraschend 17,9 % der Stimmen und erzielt damit das bisher beste Ergebnis ihrer Partei. Der Zentrums kandidat François Bayrou kommt mit 9 % auf den fünften Platz. Unmittelbar nach Bekanntgabe der Ergebnisse verkünden der linksextreme Kandidat Jean-Luc Mélenchon (11,1 %) und die Kandidatin der Grünen Eva Joly (2 %) ihre Unterstützung für Hollande in der zweiten Runde. Die Wahlbeteiligung liegt bei 79,5 % (siehe *Dokumente/Documents 2/2012*).

30.04. In Frankreich schlagen Berichte über mutmaßliche Wahlkampfspenden des früheren libyschen Machthabers Muammar al-Gaddafi an Präsident Nicolas Sarkozy hohe Wellen. Das On-

Pacte de croissance

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe rend son verdict le 19 avril sur les mesures de sauvetage de la monnaie européenne : elle demande, après une plainte des Verts, que les députés du *Bundestag* soient désormais mieux informés, et suffisamment tôt, des initiatives prises lors des négociations sur le Mécanisme de stabilité (MES) et sur le Pacte fiscal, en février et mars 2011.

Marqués par des propos vigoureux du candidat Hollande pendant la campagne présidentielle, les débats sur la dette animent les relations franco-allemandes au sommet du G20, qui se tient le 21 avril à Los Cabos au Mexique. La chancelière insiste une nouvelle fois sur la consolidation budgétaire et les initiatives en faveur de la croissance, mais met en garde contre le risque de surestimer les capacités de l'Allemagne. Le 21 juin, les partis de la coalition, ainsi que les dirigeants du SPD et des Verts se mettent d'accord sur le MES et le Pacte fiscal, seule *Die Linke* refuse d'apporter son soutien et estime que les droits du parlement n'ont pas été respectés. Suite aux menaces de plaintes auprès de Karlsruhe, le chef de l'Etat, Joachim Gauck, indique qu'il ne signera pas les lois au lendemain du débat parlementaire, tant que la Cour constitutionnelle n'aura pas prononcé son verdict. Les deux chambres (*Bundestag* et *Bundesrat*) approuvent en effet, à la majorité des deux tiers, la mise en place du MES signé le 2 mars par 25 chefs d'Etat et de gouver-

nement qui institue un fonds de soutien de 700 milliards d'euros pour les pays en difficulté ayant ratifié le pacte budgétaire. Le vote néanmoins est déjà dépassé par les événements, car le conseil européen, qui a eu lieu quelques heures plus tôt à Bruxelles, a voté de nouvelles réformes.

Le 22 juin, le premier ministre italien avait reçu le président français, la chancelière allemande et le chef du gouvernement espagnol à Rome pour définir un train de mesures de 120 milliards d'euros (1 % du budget européen) pour financer de grands chantiers (*project bonds*). A la veille du Conseil européen, la chancelière avait réitéré le 26 juin son opposition à une mutualisation des dettes souveraines en Europe (*eurobonds*), « *tant qu'elle sera en vie* », et réaffirmé sa position le lendemain devant les députés du *Bundestag*. Puis elle s'était rendue à Paris pour y rencontrer François Hollande.

Le sommet du 28 juin permet la conclusion du pacte de croissance dessiné à Rome, mais décide en plus de mesures pour soutenir l'Italie et l'Espagne qui pourront bénéficier d'une recapitalisation directe de leurs banques nationales par le fonds de sauvetage FESF. La zone euro ouvre ainsi la voie à un mécanisme jusqu'ici refusé par Berlin. Cet instrument d'aide doit être mis au point avant la fin de 2012 et pourra alors être sollicité tout en restant soumis à quelques conditions, l'Allemagne restant fidèle à sa devise : « *pas de garantie sans surveillance* ».

line-Journal *Mediapart* hatte auf der Grundlage eines Dokuments berichtet, das Regime Gaddafis habe im Jahr 2007 angeboten, Sarkozys Wahlkampf mit 50 Millionen Euro zu unterstützen. Sarkozy weist die Vorwürfe von *Mediapart* als Lüge zurück und droht mit einer Anzeige.

Mai/mai

01.05. Kundgebungen zum Tag der Arbeit: Marine Le Pen verzichtet auf eine Wahlempfehlung für die zweite Runde der Präsidentschaftswahlen. Ihre Partei konzentrierte sich stattdessen auf die Wahlen zur Nationalversammlung im

Juni. Auch die Gewerkschaften geben keine einheitliche Empfehlung. Amtsinhaber Sarkozy präsentiert sich indessen auf einer Großveranstaltung als Einiger der Franzosen und beklagt die hohen Ausländerzahlen in Frankreich.

02.05. Die beiden Präsidentschaftskandidaten Nicolas Sarkozy und François Hollande liefern sich in einem TV-Duell einen knapp dreistündigen Schlagabtausch. Im Zentrum der Debatte steht die Bilanz der Politik Sarkozys, die Hollande als „*ungerecht und gescheitert*“ bezeichnet. Sarkozy nennt seinen Gegner „*schwach, ausweichend, unsicher*“.

Lutte contre l'intégrisme salafiste

Les intégristes salafistes distribuent gratuitement début avril des exemplaires du Coran dans des grandes villes d'Allemagne. L'initiateur de cette action, Ibrahim Abou-Nagie, déclare le 15 avril dans le journal dominical *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* que « les chrétiens et les juifs iront en enfer, s'ils n'acceptent pas l'islam ».

La veille, les services de criminologie avaient arrêté à l'aéroport de Cologne-Bonn un suspect de 27 ans de nationalités allemande et libyenne, soupçonné de fournir des fonds au Mouvement islamique d'Ouzbékistan et de recruter de nouveaux membres en Allemagne. Au cours de la Conférence allemande sur l'Islam (DIK), organisée le 19 avril à Berlin et réunissant des représentants de l'Etat et des organisations musulmanes, le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, souligne que le fondamentalisme est inacceptable et qu'il n'a pas sa place dans une société libre. La DIK avait déjà stipulé en mars 2011 que les activités de l'extrémisme, du fondamentalisme et du salafisme n'étaient pas compatibles avec la Constitution. La DIK condamne par ailleurs les violences conjugales et les mariages forcés et soutient diverses mesures comme l'introduction de cours de religion islamique dans les écoles ou la formation continue des imams.

Le 5 mai à Bonn, un petit groupe d'une trentaine d'extrémistes de droite, brandissant des caricatures hostiles à l'islam, provoque des altercations avec des salafistes. 29 policiers sont blessés, une centaine de personnes sont arrêtées. Le ministre régional de l'Intérieur, Ralf Jäger, estime que même les provocations de l'extrême-droite ne justifiaient le recours à la violente réaction de la part des salafistes. Le 25 mai, Hans-Peter Friedrich demande que les exactions salafistes ne soient pas minimisées par la population, alors qu'elles sont proches des idées du mouvement islamiste Al-Qaïda. L'Allemagne ne saurait accepter qu'un groupe, dont le nombre d'adhérents est estimé à 4 000 en Allemagne, ne respecte pas la liberté d'opinion et menace des journalistes. Le *Land* de Bade-Wurtemberg annonce le 29 mai son intention d'expulser pour la première fois un militant salafiste de nationalité turque, qui avait lancé un appel à la lutte armée sur Internet. Il avait déjà été condamné à six mois de prison ferme en 2009. Le 14 juin, le ministre de l'Intérieur interdit une association salafiste à Solingen et engage des poursuites contre deux autres. Plus de 70 appartements dans sept *Länder* sont perquisitionnés par la police, essentiellement en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Hesse.

03.05. Kurz vor der Stichwahl verkündet der in der ersten Runde ausgeschiedene Zentrumskandidat François Bayrou, bei der Stichwahl für den sozialistischen Kandidaten Hollande stimmen zu wollen. Seinen Anhängern gibt er jedoch keine direkte Wahlempfehlung. Bayrou begründet seine Entscheidung mit der Radikalisierung Sarkozys vor dem zweiten Wahlgang und der Unvereinbarkeit von dessen Politik mit den Werten des Gaullismus.

06.05. François Hollande gewinnt die Präsidentschaftswahl in Frankreich mit 51,6 % der Stimmen. Damit setzt er sich gegen den konservativen Amtsinhaber Nicolas Sarkozy durch, auf den 48,4 % der Stimmen entfallen, und wird damit

der erste sozialistische Präsident Frankreichs seit 17 Jahren (François Mitterrand war bis 1995 im Elysée-Palast). Unmittelbar nach seinem Wahlsieg ruft der neue Präsident die Franzosen zu Einigkeit auf. Der unterlegene Sarkozy kündigt an, sich aus der Politik zurückzuziehen und das konservative Lager nicht bei den Wahlen zur Nationalversammlung im Juni zu führen.

08.05. Aus Anlass der Feierlichkeiten zum Sieg über den Nationalsozialismus und dem Ende des Zweiten Weltkrieges nimmt Staatspräsident Nicolas Sarkozy in Anwesenheit der Regierungsmitglieder die Militärparade auf den Champs-Élysées in Paris ab. Gemeinsam mit seinem Nachfolger François Hollande, den er zu den

Feierlichkeiten eingeladen hatte, legt er einen Kranz am Denkmal des unbekanntes Soldaten unter dem Triumphbogen nieder.

15.05. Der neue französische Präsident François Hollande wird offiziell im Elysée-Palast in sein Amt eingeführt. Der scheidende Präsident Nicolas Sarkozy übergibt ihm anschließend die Codes für die französischen Atombomben. Auch der neue französische Premierminister und enge Vertraute Hollandes, Jean-Marc Ayrault, ist nun offiziell im Amt. Der Sozialist folgt auf den konservativen Premierminister François Fillon. Ayrault war früher Deutschlehrer und langjähriger Fraktionschef des *Parti Socialiste* (PS).

15.05. Bei ihrem ersten Treffen in Berlin demonstrieren Bundeskanzlerin Angela Merkel und

Präsident François Hollande trotz erheblicher Differenzen angesichts der Eurokrise Einigkeit. Frankreich und Deutschland würden auch weiterhin konstruktiv zusammenarbeiten. Beide Regierungschefs sprechen sich für den Verbleib Griechenlands in der Euro-Zone aus und betonen den gemeinsamen Willen zur Rettung des Euro. Im Vorfeld des Treffens hatte es Streitigkeiten gegeben, unter anderem wegen der von Hollande geforderten Neuverhandlung des Fiskalpaktes und Einführung von Euro-Bonds.

16.05. Premierminister Jean-Marc Ayrault gibt die Zusammensetzung der neuen Regierung bekannt: Zu seinem Kabinett gehören unter anderem der frühere Premierminister Laurent Fabius, der zum Außenminister ernannt wird. Der ehemalige Europa-Minister und Hollandes Wahl-

Commerce extérieur

Pour la première fois de l'année 2012, les exportations allemandes reculent en avril. La baisse est de 1,7 %, elle est même de 3,6 % dans les pays de la zone euro, où l'Allemagne exporte environ 60 % de sa production. Vers les pays non-européens, les exportations progressent de 10,6 %, mais les experts prévoient également un ralentissement vers les pays émergents. Les importations sont également en baisse, une chute de 4,8 %, justifiée par la baisse du prix du pétrole entre mars et avril, soit le plus fort recul depuis deux ans. L'Allemagne enregistre malgré tout un excédent commercial de 14,4 milliards d'euros (contre 17,4 au mois de mars, en hausse de 8,4 % par rapport à février).

Selon l'Institut de statistiques allemand *Destatis*, le commerce franco-allemand (importations et exportations) s'est élevé à 168 milliards d'euros en 2011 soit une augmentation de 10,2 % par rapport à 2010), mettant ainsi la France de nouveau en tête de liste des partenaires commerciaux de l'Allemagne, devant les Pays-Bas (151,5 milliards) et la Chine (143,9 milliards). La France reste depuis 1961 le premier importateur de marchandises allemandes, en augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente, avant

les Etats-Unis et les Pays-Bas. Au niveau des importations allemandes, la France occupe la troisième place, malgré une augmentation de 7,6 %) derrière les Pays-Bas et la Chine.

Le rôle du commerce extérieur est essentiel pour la croissance et l'emploi. Le soutien de l'Allemagne aux pays les plus faibles de la zone euro pourrait subir quelques modifications, dès lors que ses intérêts commerciaux sont menacés. L'économie allemande reste soumise à un risque de récession. Malgré tout, la *Bundesbank* relève



sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne à 1 % pour 2012, contre 0,6 % jusqu'ici. Mais elle abaisse sa prévision pour 2013, à 1,6 % contre 1,8 % précédemment.

Polémique sur Günter Grass

La publication le 4 avril dans trois journaux internationaux d'un poème de Günter Grass reprochant à Israël de menacer la paix mondiale (voir *Dokumente/Documents* 2/2012) suscite une vaste polémique. Le président du Conseil central des juifs en Allemagne, Dieter Graumann, parle d'un « *pamphlet haineux* » ; le secrétaire général de la CDU, Hermann Gröhe, relève que le Prix Nobel de littérature oublie que l'Iran, en quête d'armement nucléaire, nie l'Holocauste et refuse à Israël le droit d'exister. Le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle critique le fait « *absurde* » qu'Israël et l'Iran soient placés à un même niveau moral.

L'écrivain rejette le 6 avril les accusations et déplore une certaine harmonisation des opinions en Allemagne, où la liberté d'expression existe. Dans un entretien avec la *Süddeutsche Zeitung*, il affirme que s'il devait reformuler son poème, il éviterait d'utiliser le terme Israël, estimant que sa critique visait avant tout le gouvernement israélien de Binyamin Netanyahu.

Le 8 avril, Tel Aviv refuse d'accorder à l'écrivain un visa d'entrée en Israël, conformément à une loi israélienne qui permet d'interdire le sol du pays aux anciens nazis. Lors des traditionnelles marches pascales, moins fréquentées que les années précédentes, les manifestants apportent leur soutien aux propos de Günter Grass. Le 12 mai, l'écrivain, confronté à la critique de quelques-uns de ses confrères, est confirmé dans ses fonctions de président d'honneur de l'Association des écrivains (PEN-Club) en Allemagne, malgré une demande d'annulation de ce titre. Le 25 mai, Günter Grass publie un nouveau poème, intitulé *Europas Schande* (la honte de l'Europe). Dans ce texte consacré à la crise grecque, il témoigne de sa compréhension pour la colère exprimée à l'encontre de l'Union européenne.

kampfleiter Pierre Moscovici wird künftig für Wirtschaft und Finanzen zuständig sein. Vincent Peillon wird Bildungsminister, Manuel Valls Innenminister. Michel Sapin bekleidet das Amt des

Arbeitsministers, Arnaud Montebourg das des Industrieministers.

18.05. Wenige Stunden vor Beginn des G8-Gipfels in Camp David treffen US-Präsident Barack Obama und Staatspräsident François Hollande in Washington zusammen. Hauptthemen des ersten Treffens sind die Eurokrise und Afghanistan. Die beiden Staatschefs betonten die Bedeutung der bilateralen Beziehungen und demonstrieren Einigkeit bei ihren Vorschlägen zur Bekämpfung der Eurokrise. Hollande bekräftigt zudem sein Wahlversprechen, die französischen Truppen am Hindukusch bereits bis Ende 2012 abzuziehen. Eine Unterstützung Afghanistans werde es auch nach dem Abzug der französischen Truppen geben.

19.05. Bildungsminister Vincent Peillon kündigt eine Reform des Bildungswesens an. Dabei soll die Schulwoche von Grundschulern ab 2013 von bisher vier auf fünf Tage verlängert werden. Peillon begründet die Reform damit, dass französische Grundschüler 40 Tage weniger zur Schule gehen würden als ihre europäischen Nachbarn. Weiterhin würden die langen Schultage die Kinder ermüden. Bislang hatten die Schüler traditionell am Mittwoch frei. Künftig soll den Kommunen freigestellt werden, ob der zusätzliche Unterricht mittwochs oder samstags stattfindet.

27.05. Das am 16. Mai feierlich eröffnete 65. Internationale Filmfestival in Cannes geht traditionell mit der Preisverleihung zu Ende. Der österreichische Regisseur Michael Haneke erhält für sein Drama *Liebe* die Goldene Palme. Der große Preis der Jury geht an den italienischen Film *Reality* von Matteo Garrone. Die Rumäninnen Cosmina Stratan und Cristina Flutur werden für ihre Rolle in *Beyond the Hills* als beste Schauspielerinnen gekürt, der Däne Mads Mikkelsen zum besten Schauspieler. Im diesjährigen Wettbewerb hatten 22 Filme um die Preise konkurriert.

30.05. Die FARC-Rebellen in Kolumbien lassen den französischen Reporter Roméo Langlois nach einem Monat Geiselnhaft wieder frei. Die Rebellen hatten Langlois, der über den Einsatz der

Soldaten gegen den Drogenhandel berichtete, verletzt und gefangengenommen, als sie in eine Schießerei mit Soldaten gerieten.

Juni/juin

01.06. Der größte europäische Geflügelproduzent *Doux* mit Sitz in Frankreich muss Insolvenz anmelden. Innerhalb von sechs Monaten soll ein Plan ausgearbeitet werden, wie das Familienunternehmen mit 3 400 Angestellten weitergeführt werden kann. Laut der Gewerkschaft CGT belaufen sich die Schulden des Unternehmens auf mehr als 430 Millionen Euro. *Doux* arbeitet mit mehr als 700 Geflügelzüchtern in Frankreich zusammen und ist auf dem weltweiten Geflügelmarkt die Nummer fünf.

01.06. François Hollande und der russische Präsident Wladimir Putin treffen in Paris zusammen, um über eine Lösung der Syrien-Krise zu beraten. Beide Staatschefs befürworten eine rasche und friedliche Lösung, vertreten jedoch unterschiedliche Positionen hinsichtlich eines Rücktritts von Staatschef Baschar al-Assad. Während Putin die Sanktionen gegen Syrien nicht weiter verschärfen will, fordert Hollande den Rückzug des syrischen Machthabers.

06.06. Die französische Regierung beschließt per Dekret, die Rente ab 60 für bestimmte Arbeitnehmer ab November 2012 wieder einzuführen. Zwischen 110 000 und 120 000 Arbeitnehmer, die bereits mit 18 oder 19 Jahren angefangen haben zu arbeiten und seit mindestens 41 Jahren in die Rentenkasse einzahlen, werden von der Neuregelung profitieren. Für alle anderen gilt weiterhin das bei der Rentenreform 2010 trotz massiven Widerstandes der Gewerkschaften festgelegte Renteneintrittsalter von 62 Jahren. Für 2013 werden die Kosten der Maßnahme schätzungsweise 1,1 Milliarden Euro betragen und bis 2017 auf 3 Milliarden Euro ansteigen. Für die Finanzierung sieht die Regierung eine Erhöhung der Sozialabgaben um 0,25 % vor.

07.06. Die Arbeitslosigkeit erreicht nach Angaben des Statistikamtes INSEE mit 10 % den

Jardins d'enfants au Bundestag

Le conseil des ministres du 30 mai 2012 approuve le plan d'action en dix points présenté par la ministre de la Famille, Kristina Schröder, pour améliorer l'encadrement des enfants de moins de trois ans. Ce plan prévoit entre autre des crédits pour les communes, afin de permettre la construction de garderies. Il manque actuellement quelque 130 000 places, alors qu'une loi accordera aux parents, à partir du 1^{er} août 2013, une place dans un jardin d'enfants. La ministre propose de verser 100 euros par mois aux familles qui décideraient de garder eux-mêmes leurs enfants au lieu de chercher une place dans une garderie.

Le débat parlementaire, prévu pour le 15 juin sur ce sujet fort controversé, est finalement reporté en raison du nombre trop faible de députés au *Bundestag* (même la ministre concernée était absente). En réalité, un stratagème, appelé « saute-mouton » (*Hammelsprung*), a permis le report du vote. Le président du *Bundestag* peut en effet demander aux députés de sortir de l'hémicycle, puis de rentrer par une des trois portes en fonction de leur préférence (oui, non, abstention). C'est alors que certains députés de l'opposition ont renoncé à retrouver leur place. Le quorum requis pour le vote n'étant alors plus atteint, la première lecture du texte de loi est donc repoussée à l'automne.

L'opposition considère que la loi proposée appartient à une autre époque et parle de « *loi-cuisine* », incitant les femmes à rester au foyer et à ne pas chercher un emploi, afin de garder leurs enfants. Le parti chrétien-social de Bavière (CSU), très favorable à la mesure proposée par la ministre de la Famille, lie l'approbation de cette loi à la poursuite de la coalition gouvernementale à Berlin.

höchsten Stand seit 1999. Laut Arbeitsminister Michel Sapin sollen die Kosten für den Stellenabbau künftig erhöht werden, um eine Entlassungswelle zu vermeiden. Parallel hierzu arbeitet Industrieminister Arnaud Montebourg an einem Gesetz, das Werksschließungen verhindern soll,

Un nouvel aéroport à Berlin

L'inauguration du nouvel aéroport de Berlin-Brandebourg (BER), baptisé *Willy Brandt* au sud-est de la capitale, prévue pour le 3 juin 2012, est repoussée le 8 mai à une date ultérieure après les vacances d'été. Toutes les conditions de sécurité requises, n'étant pas remplies, entre autre dans la protection contre les incendies, les responsables ont préféré prendre cette décision pour éviter toute panne qui remettrait en cause la réputation de l'aéroport. Nouveau report décidé le 17 mai : le bourgmestre-régnant de Berlin, Klaus Wowereit, annonce que les premiers avions ne pourront pas décoller du BER avant le 17 mars 2013. Mais rien n'indique que cette nouvelle date sera respectée – de même l'investissement, estimé à 2,5 milliards d'euros au début du projet, dépasse déjà les 3 millions et pourrait atteindre 4 milliards l'an prochain.

La décision de construire un nouvel aéroport international pour remplacer les deux aéroports actuellement encore en service (Tegel et Schönefeld) avait été prise en 1995, mais suite à de nombreux débats les travaux n'ont pu débuter qu'en septembre 2006. En octobre 2008, l'aéroport international de Tempelhof, au cœur de Berlin, a été fermé et transformé en parc deux ans plus tard. Construit en 1923, il était le plus vieil aéroport commercial au monde. C'était également le premier à avoir été relié par une ligne de métro en 1927.

Le futur aéroport *Willy Brandt*, qui devrait devenir le plus grand d'Europe, aura une capacité initiale de 27 millions de passagers par an, pouvant passer à 45 millions après la fermeture des deux autres structures. Une liaison ferroviaire de 18 kilomètres est actuellement en construction pour permettre de rejoindre le centre de la capitale en une demi-heure, mais également une piste cyclable d'environ 25 kilomètres. Le nom de l'aéroport rend hommage à l'ancien chancelier Willy Brandt, qui a également été bourgmestre de Berlin de 1957 à 1966. Le sigle BER est une allusion au mot *Bär* (l'ours), symbole de la capitale.

indem Unternehmen dazu gezwungen werden, den Betrieb zum Marktpreis zu verkaufen.

10.06. In der ersten Runde der Wahlen zur Nationalversammlung ist der *Parti Socialiste* (PS), Partei des neuen Präsidenten François Hollande, eindeutig als stärkste Kraft hervorgegangen. (siehe die Ergebnisse und die Analyse in diesem Heft).

11.06. Die konservative Partei UMP schließt vor der zweiten Runde der Parlamentswahlen einstimmig eine Allianz sowohl mit dem rechtsextremen *Front National* (FN) auch mit dem linken Lager aus. Die Chefin des *Parti Socialiste*, Martine Aubry, hatte im Vorfeld zu einer Allianz aufgerufen, um den Rechtsextremen möglichst wenige Sitze zu ermöglichen.

12.06. Im französischen Département Seine-et-Marne im Großraum Paris wird die zweitgrößte Geldfälscher-Werkstatt Europas ausgehoben. Laut Polizeiangaben sind dort falsche Euro-Scheine im Wert von mehr als neun Millionen Euro produziert worden. Die Fälscher hatten demnach 350 000 falsche Zwanzig- und Fünfzig-Euro-Scheine hergestellt. In Frankreich werden jedes Jahr zwischen 30 und 40 Fälscher-Werkstätten entdeckt, bisher jedoch keine von dieser Größe.

13.06. Eine Kontroverse zwischen der Lebensgefährtin von Präsident Hollande, Valérie Trierweiler, und der sozialistischen Politikerin Ségolène Royal sorgt in Frankreich für Aufregung. Valérie Trierweiler hatte überraschend den Gegenkandidaten Royals für die Wahlen zur Nationalversammlung, Olivier Falorni, über eine *Twitter*-Nachricht unterstützt, obgleich der *Parti Socialiste* (PS) offiziell seine frühere Präsidentschaftskandidatin unterstützt. Royal ist die ehemalige Lebensgefährtin von François Hollande, mit dem sie vier Kinder hat.

13.06. Die „SPD-Troika“, Parteichef Sigmar Gabriel, Fraktionschef Frank-Walter Steinmeier und Ex-Finanzminister Peer Steinbrück, treffen noch vor Angela Merkel zu politischen Gesprächen mit Premierminister Jean-Marc Ayrault und Staatspräsident François Hollande in Paris ein.

Hauptthemen sind europapolitische Fragen und Pläne für eine Finanztransaktionssteuer. Die SPD und die französische Regierungsspitze sind sich in vielen Punkten einig: Haushaltsdisziplin müsse mit einem Wachstumspakt verbunden und für EU-weite Projekte müssten Geldgeber mobilisiert werden.

17.06. Präsident François Hollande kann nach den Ergebnissen der zweiten Runde der Wahlen zur Nationalversammlung mit der absoluten Mehrheit der Abgeordneten regieren. Erstmals stellen die Sozialisten sowohl in der Nationalversammlung als auch im Senat die stärkste Fraktion. Bei einer historisch niedrigen Wahlbeteiligung von nur 55,41 % wurden 541 der 577 Mandate vergeben. (siehe die Ergebnisse und die Analyse in diesem Heft).

20.06. Drei Monate nach Anschlägen in Toulouse und Montauban hält ein Geiselnnehmer die Polizei in Toulouse erneut stundenlang in Atem. Der Mann hatte eine Bankfiliale gestürmt, einen Schuss abgegeben und vier Menschen in seine Gewalt gebracht, bis er schließlich mit einem Bauchschuss zur Aufgabe gezwungen wurde. Der Tatort liegt unweit des Wohnhauses, in dem am 22. März Mohammed Merah von einer Spezialeinheit der Polizei erschossen worden war. Wie Merah bestätigte der Mann seine Nähe zum Terrornetzwerk al-Qaida.

26.06. Der Sozialist Claude Bartolone wird mit 298 von 577 Stimmen zum neuen Präsidenten der französischen Nationalversammlung gewählt. Bartolone ist seit 1981 Abgeordneter der Nationalversammlung (Wahlkreis: Seine-Saint-Denis) und blickt auf eine lange politische Laufbahn zurück. Von 1998 bis 2002 bekleidete er das Amt des Ministers für Städtebau in der Regierung von Lionel Jospin.

27.06. Burmas Oppositionsführerin und Friedensnobelpreisträgerin Aung San Suu Kyi wird zur Ehrenbürgerin von Paris ernannt. Die entsprechende Urkunde wird ihr im Rahmen ihres dreitägigen Besuchs in Frankreich überreicht. Bei einem Gespräch mit Präsident François Hollande ruft sie

dazu auf, den Reformprozess in ihrem Lande unumkehrbar zu machen. Aung San Suu Kyi hatte in ihrer Heimat fast zwei Jahrzehnte in Haft bzw. unter Hausarrest verbracht; nach Europa reist sie das erste Mal nach 24 Jahren.

Les 60 ans de la *Bild*-Zeitung

Pour célébrer son 60^e anniversaire le 24 juin, *Bild*, le quotidien à grand tirage le plus lu d'Allemagne, a mis les bouchées doubles en



offrant à 41 millions de lecteurs une édition spéciale distribuée gratuitement dans tous les foyers du pays – le tirage moyen est en général de 2,7 millions par jour et est lu régulièrement, selon les statistiques, par 12 millions de personnes.

Bild a fait la une de toute la presse à la fin de l'année dernière en révélant les affaires qui ont conduit à la démission du président de la République, Christian Wulff. Critiqué de tous temps, surtout par les intellectuels qui dénoncent des méthodes parfois peu orthodoxes pour vendre l'information, *Bild* est néanmoins une lecture incontournable, même si beaucoup de lecteurs ne veulent pas l'avouer. 220 000 personnes, apprenant le tirage record du numéro d'anniversaire, ont signé une pétition sur Internet pour ne pas recevoir l'exemplaire cadeau. La toute première édition, celle du 24 juin 1952, avait également été distribuée – à 455 000 exemplaires.

Un autre anniversaire a été célébré le mois précédent au sein de la maison d'édition *Springer* : son fondateur, Axel Springer, décédé en 1985, aurait eu 100 ans le 2 mai.

27.06. Kurz vor dem EU-Gipfel zur Schuldenkrise stimmen sich Bundeskanzlerin Angela Merkel und Präsident François Hollande in Paris ab. Es ist der erste offizielle Besuch Merkels beim neuen französischen Staatschef. Merkel und Hollande betonen ihren Willen, gemeinsame Lösungen für einen Ausweg aus der Eurokrise zu finden. Im Gegensatz zu Paris lehnt Berlin weiterhin die Einführung von Euro-Bonds ab.

Personalia

Richard Descoings, Direktor der Eliteuniversität *Sciences Po*, wird am 3. April in einem Hotel in New York tot aufgefunden. Er hatte dem Institut zu einem internationalen Renommee verholfen und mehrere Reformen durchgeführt.

Claude Miller, französischer Star-Regisseur und Präsident der Filmakademie *La fémis*, stirbt am 4. April. Der 1942 in Paris geborene Miller feierte 1981 mit dem Film *Das Verhör* mit Romy Schneider seinen ersten Erfolg. Sein letzter Film, eine Verfilmung des Romans *Thérèse Desqueyroux*, kommt im Herbst in die Kinos.

Eric Charden, in Vietnam geborener französischer Sänger und Komponist, stirbt am 29. April im Alter von 69 Jahren. Seinen größten Erfolg feierte er 1967 mit dem Song *Le monde est gris, le monde est bleu*. Später bildete er mit seiner Frau Annie Gautrat das Erfolgsduo *Stone et Charden*. Neben seinen eigenen Stücken komponierte Charden auch Songs für Stars wie Johnny Hallyday oder Eddy Mitchell.

Michel Serres, philosophe et académicien, reçoit le 3 mai le Prix Maître Eckhart, doté de 50 000 euros, à l'Université de Cologne. Ce prix est décerné par l'*Identity Foundation*, une fondation d'utilité publique pour la philosophie. Le Prix Maître Eckhart, décerné tous les deux ans depuis 2001, récompense des personnalités dont les travaux abordent des questions existentielles touchant à l'identité et contribuent au débat d'idées. Le jury considère que le philosophe français « *parvient comme peu de penseurs contemporains à se placer à la hauteur des grandes questions de l'époque en répondant par de grands récits à la complexité des défis globaux* ».

Wolfgang Schäuble, ministre des Finances, reçoit le 17 mai à Aix-la-Chapelle le Prix Charlemagne en récompense de son engagement pour surmonter la division de l'Allemagne et de l'Europe. Jean-Claude Juncker, premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, rend hommage aux mérites du ministre, qui a joué un

rôle significatif dans la stabilisation de l'union monétaire. Dans son discours de remerciement, Wolfgang Schäuble se prononce en faveur d'une union politique de l'Europe et de réformes structurelles pour l'élection future du président de la Commission européenne au suffrage universel direct.

Roger Garaudy, 1913 in Marseille geborener französischer Philosoph, stirbt am 13. Juni. Garaudy hatte immer wieder mit seinen ideologischen Sinneswandeln beeindruckt. Er war Kommunist, Christ, Verfechter des Islams und zuletzt Holocaust-Leugner (wofür er 1998 zu mehreren Monaten Gefängnis auf Bewährung und einer Geldstrafe verurteilt wurde), obgleich er während des Zweiten Weltkrieges in ein Konzentrationslager verschleppt worden war. Garaudy verfasste Essays, Romane und politisch-wissenschaftliche Werke.

Reinhard Schäfers, ambassadeur d'Allemagne en France, fait ses adieux le 26 juin à Paris. Il est nommé ambassadeur à Rome. Susanne Wasum-Rainer, jusqu'ici directrice des affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères à Berlin, lui succède en juillet. Elle est la première femme à ce poste.

Robert Sabatier, französischer Schriftsteller, stirbt am 28. Juni in der Nähe von Paris im Alter von 88 Jahren. Er war Mitglied der *Académie Goncourt* und verfasste neben Romanen auch Gedichte und eine mehrbändige Geschichte der französischen Poesie. In seinem berühmtesten Werk *Die schwedischen Zündhölzer* beschreibt Sabatier das Leben des zehnjährigen Waisenkindes Olivier. Sabatier war selbst Weise.

Alfred Grosser, publiciste et politologue, reçoit le 28 juin à Berlin le Grand Prix franco-allemand des médias, remis dans le cadre de la remise annuelle des Prix du journalisme franco-allemand. Le jury le récompense « *dans le contexte de l'anniversaire du Traité de l'Élysée* » pour son action en faveur de l'entente franco-allemande menée depuis 1945.